

Autoroute A69 : après la reprise des coupes sur le chantier, les opposants au chevet des deux derniers arbres

Eléonore Disdero

Le projet controversé se poursuit et une soixantaine d'arbres ont été abattus depuis dimanche 1er septembre. Les activistes cherchent à ralentir les travaux en s'accrochant aux branches.

Des bois défendus par les opposants à l'A69, ce ruban de bitume de 53 kilomètres qui doit relier Toulouse et Castres, il ne reste plus que deux arbres, mardi 3 septembre. Dans la «zone à défendre» (ZAD) de Saïx, où se sont installés des détracteurs du projet, un fouillis de branches, de troncs décapités et de boue recouvre le sol, tandis que [des engins de chantier s'attaquent](#) à deux chênes majestueux, fermement surveillés par les forces de l'ordre. En face, une vingtaine de militants trempés par la pluie battante crient leur soutien à quatre «écureuils», ces hommes et ces femmes [qui vivent perchés](#) sur ces arbres centenaires pour les protéger.

Il y a deux jours, le concessionnaire de l'autoroute, Atosca-NGE, a repris les coupes sylvestres, autorisées du 1er septembre jusqu'à mi-novembre par [arrêté préfectoral](#). «A 7 heures, dès le matin du 30 août, j'ai entendu des sommations, témoigne un activiste. Devant ma tente, j'ai vu des gendarmes, [ils devaient être 200](#) alors que nous n'étions même pas 40 zadistes.» Ses compagnons abondent ; «C'était vraiment l'opération "zéro arbre sur le tracé".»

Sous l'œil des forces de l'ordre, les travaux se poursuivent pour [#A69](#). Un élagueur dans une nacelle s'en prend à un arbre alors qu'un militant est perché dedans. Au sol, d'autres activistes lui crient leur soutien. pic.twitter.com/X4cAlEoWDX

— Eléonore Disdero (@EDisdero) [September 3, 2024](#)

Martial Gerlinger, le directeur général d'Atosca, ne dit pas autre chose ; : «[Nous avons déjà coupé 95% des arbres](#). Ce week-end, 60 ont été abattus, en commençant par ceux qui pouvaient être réinvestis par les militants. Il ne doit rester que deux ou trois arbres, hors secteur Verfeil.» En effet, dans cette petite commune de Haute-Garonne, au lieu-dit Le Verger, une locataire refuse de quitter son logement, pourtant désormais propriété du concessionnaire. «Nous lui avons proposé plusieurs solutions de relogement et 20 000 euros pour l'aider à se retourner, dit Martial Gerlinger. Elle a tout refusé.»

Deux incendies en huit jours

Elle, c'est Alexandra, et son terrain est le dernier îlot de verdure sur le tracé de l'autoroute. Plutôt que de laisser son jardin au bitume, elle préfère abriter des zadistes. Un choix qui ne passe pas ; dans la nuit du 25 au 26 août, son jardin a été incendié, a-t-elle déclaré à plusieurs médias, et, ce week-end, quatre personnes cagoulées ont pénétré chez elle, mettant le feu à son portail et à sa voiture alors que son fils de 4 ans dormait dans la maison. Elle assure avoir

porté plainte pour «*destruction de bien d'autrui par moyens dangereux pour les personnes*» et «*tentative de meurtre*».

«*La tension est montée à un niveau intolérable ces derniers temps mais c'est vrai qu'on a passé un cap ce week-end*», affirme Martial Gerlinger. Et de rappeler qu'Atosca dénombre près de 300 actes de malveillances de la part des opposants depuis le début du chantier en mars; 2023, qui ont occasionné 125 dépôts de plainte. «*Notre violence est dirigée vers les engins de ce projet délétère, vers du matériel*, rétorque un zadiste, pointant du menton le cordon des forces de l'ordre. [*Eux s'en prennent physiquement à nous.*](#)»

Derrière les gendarmes, des bûcherons juchés sur une nacelle coupent quelques branches d'un chêne à la tronçonneuse, avant de s'éloigner. «*C'est une façon de mettre la pression aux écureuils*», soutient un militant, qui exulte de «*voir les ouvriers galérer*». Sur la cime de l'arbre où flotte un drapeau pirate, la silhouette d'un grimpeur se balance. Dans le deuxième chêne occupé, une cabane de bric et de broc résiste. «*On vous aime*», hurle une zadiste depuis le sol. «*Ce week-end, l'une des écureuils s'est mise nue pour que les gendarmes, tous des hommes, ne la touchent pas*, raconte Lou, une habitante du coin et soutien de la lutte. *Et ça a marché, l'arbre est toujours là ;!)*» D'autres écureuils se décrochent de leur cordon de sécurité, risquant un accident, afin d'empêcher une intervention de l'unité de gendarmerie spécialisée dans les accrochages complexes de manifestants. «*Mais certains gendarmes mettent la vie des écureuils en danger et parfois même la leur*», accuse Lou.

«On est passé à un cheveu du drame»

C'est comme ça qu'un homme est tombé d'une dizaine de mètres la nuit du 30 août, depuis le fortin érigé par les opposants à l'entrée de la ZAD de la Cal'Arbre. Transporté à l'hôpital, il aurait plusieurs vertèbres fracturées selon les militants. «*On est passé à un cheveu du drame*», se désespère Camille, une zadiste. D'autres scènes ont marqué les activistes, le matin de l'évacuation ;: cette lance à eau dirigée pour éteindre un feu en hauteur, mais toute proche d'une écureuil perchée à plusieurs mètres ou encore cette pelleteuse qui a arraché le sol d'une cabane, [*faisant craquer l'arbre où se tenait un grimpeur*](#). Sollicitée sur la raison de ces actes, la préfecture du Tarn n'a pas répondu à nos questions.

Au-delà des arbres, les militants s'inquiètent pour le reste de la biodiversité menacée par le chantier. «*Atosca ne peut pas intervenir légalement sur le site de la [ZAD de Saïx], Cal'Arbre, du fait de la présence de larves de grand capricorne [un coléoptère, ndlr] dans les troncs des chênes qui ne peuvent pas être coupés [...] sans un diagnostic minutieux d'un écologue [...] pour dire à quels endroits les arbres peuvent être tronçonnés ou non*», écrit sur une boucle Telegram Jean Olivier, écologue et coprésident des Amis de la Terre Midi-Pyrénées. De même, la présence de trèfle écaillé, une plante protégée, interdit la destruction des prairies où se déroulent les travaux sans que l'espèce n'ait été transplantée ailleurs préalablement. Chose qui n'aurait pas été faite, selon Jean Olivier, joint par *Libération*.

Sur ce volet, un écologue mandaté par Atosca est bien venu faire des analyses... mais seulement après les coupes d'arbres. Pour Martial Gerlinger, la faute en revient aux militants. «*Effectivement, il n'a pas pu passer car à chaque fois que nos équipes s'approchent, elles se font agresser.*» Le directeur général assure qu'une procédure «*conservatrice*» a été appliquée, c'est-à-dire avec «*un abattage doux, en coupant l'arbre en plusieurs fois et en déposant soigneusement ces bouts au sol pour protéger les insectes*». Ces précautions ont-elles vraiment été prises? Sur place, le fouillis de branches est tel qu'il est permis d'en douter.

La fin des abattages est une étape clé du chantier de l'A69. «*Le terrassement avance sur tout le tracé, et on installera la chaussée début de l'année prochaine*», précise Martial Gerlinger. Selon lui, l'autoroute sera livrée fin 2025, comme prévu, malgré la vingtaine de recours juridiques déposés contre le projet. Ce que conteste Gilles Garric, du collectif La voie est libre. Pour les opposants, Atosca aurait jusqu'à un an de retard sur certains tronçons.

Tous les activistes témoignent mardi d'un sentiment de colère et de profonde tristesse. Quelques insultes fusent vers les gendarmes. «*Les gens n'en peuvent plus*», s'excuse presque Lou. «*Nos paysages changent... Je ne reconnais plus les endroits dans lesquels j'ai grandi, dit-elle. Tout ce qu'ils veulent, c'est un océan de bitume.*»

(1) Tous les prénoms ont été modifiés.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)